

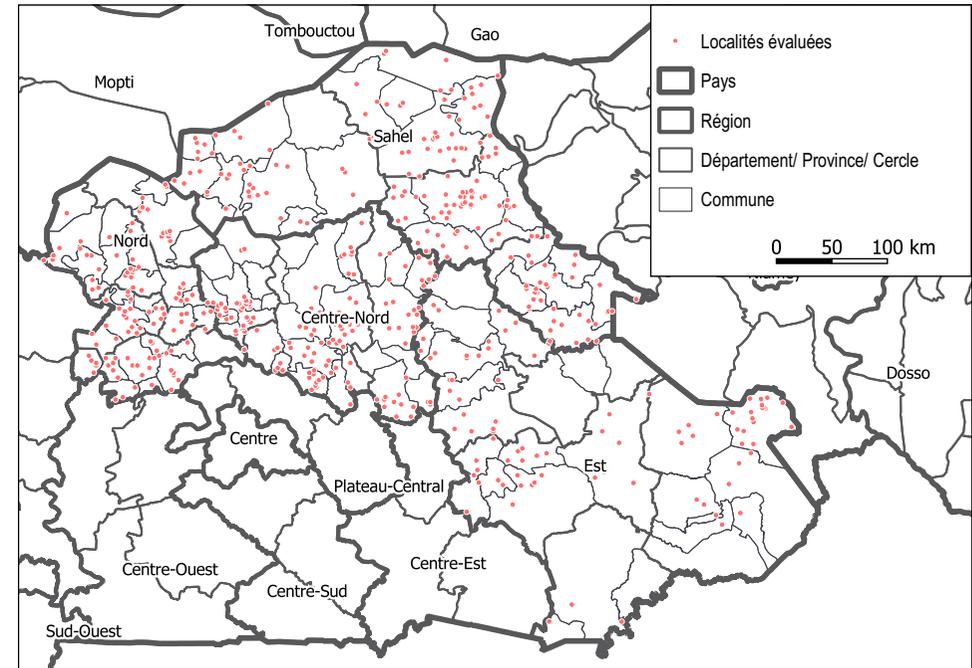
Suivi de la Situation Humanitaire dans la zone des trois frontières

Septembre 2023 | Burkina Faso

MESSAGES CLÉS

- **L'arrivée des PDI (4%) était en baisse dans les localités de l'ensemble des régions évaluées** par rapport au mois de mai 2023 (29%). Aussi, des cas de retours de population ont été mentionnés par les IC dans l'ensemble des régions évaluées excepté la région de l'Est.
- **Dans 59% des localités évaluées de l'ensemble des régions, la majorité de la population ne sentait pas en sécurité.** Cette proportion était en baisse par rapport au mois de mai 2023 (77%) et février 2023 (71%).
- **L'accès aux soins de santé pour la majorité de la population s'était pratiquement maintenu au même niveau** entre les mois de mai et septembre 2023 excepté dans la région de l'Est où la proportion de localité était en baisse de 10 points.
- Selon les IC, **des PDI étaient toujours installés dans les écoles dans les localités des communes de Namissiguima (40%) au Nord, Piela (25%) à l'Est et Tikare (25%) au Centre-Nord en septembre 2023.**
- Dans l'ensemble des localités évaluées des **communes de Diapangou, Bartiebougou, Komienga et Sampelga, la défécation à l'air libre était l'unique type d'installation d'hygiène** utilisée par la majorité de la population pour leur besoin.
- **Dans 52% des localités évaluées de l'ensemble des régions, au moins une partie de la population n'avait pas reçu de l'assistance humanitaire** au cours des 30 jours précédant la collecte de données. Cette proportion était en baisse par rapport au mois de mai 2023 (78%).

Carte 1. Carte des localités enquêtées



76% d'IC ont rapporté avoir visité eux-même la localité sur laquelle ils rapportaient des informations, au cours du mois précédant la collecte.

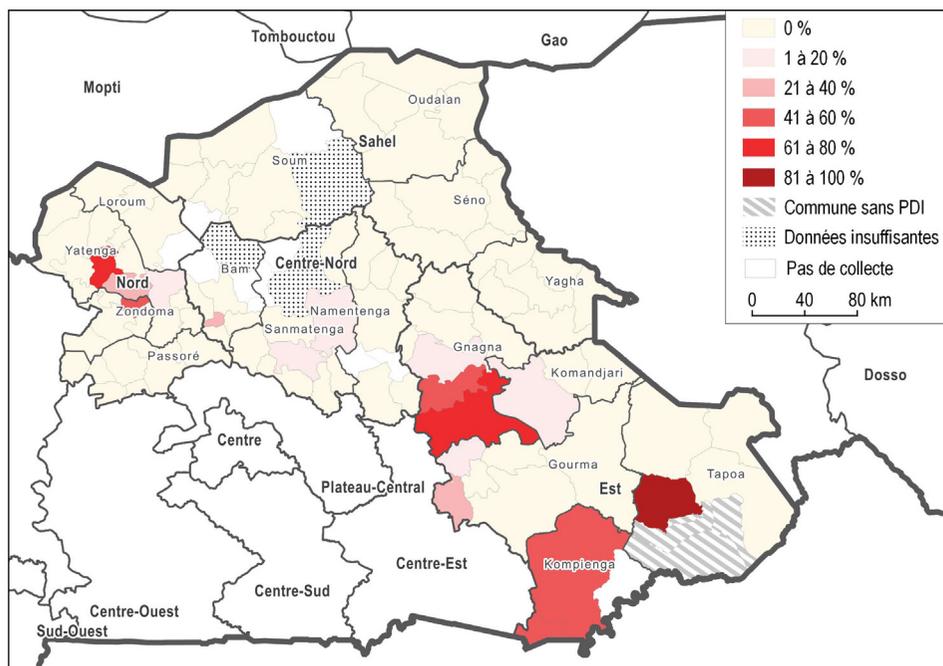
24% d'IC ont rapporté avoir été en contact avec quelqu'un qui était dans la localité sur laquelle ils rapportaient des informations, au cours du mois précédant la collecte.

NOTE A LA LECTURE

L'ensemble des résultats est à lire en % de localités évaluées, selon les informations rapportées par les IC. L'ensemble des données portent sur les 30 jours précédant la collecte - sauf indication contraire. Les entretiens avec les IC ont été réalisés en présentiel et à distance (par téléphone).

→ DÉPLACEMENT

Carte 2. % de localités évaluées ayant rapporté l'arrivée de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte de données



Durant les 30 jours précédant la collecte de données du mois de septembre 2023, **l'arrivée des PDI (4%) était en baisse dans les localités de l'ensemble des régions évaluées par rapport au mois de mai 2023 (29%)**. Tout comme au mois de mai 2023, la région de l'Est était celle enregistrant la proportion la plus élevée de localités ayant mentionné une arrivée de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte de septembre 2023 (16%). Selon ACLED¹, la région de l'Est était la deuxième région enregistrant le plus d'incidents sécuritaires (24%) au cours des 30 jours précédant la collecte de données du mois de septembre 2023 parmi les régions évaluées. Dans cette région, les communes de Partiaga (100%) et Bilanga (75%) étaient celles où l'arrivée de PDI a été la plus signalée. Ainsi, les causes des déplacements dans l'ensemble des localités évaluées étaient causés par l'insécurité dans les localités de départ (100%) et l'insécurité alimentaire (18%). **En septembre 2023, les cas de retours de population ont été mentionnés par les IC dans l'ensemble des régions évaluées excepté la région de l'Est.** Dans la province du Bam dans la région du Centre-Nord, les cas de retours ont été constatés dans 67% des localités

évaluées. Dans cette province, les localités des communes de Bourzanga et Kongoussi étaient celles où les IC mentionnaient les cas de retour. En effet, **ces retours étaient justifiés par l'exercice temporaire d'activité de subsistance dans 50% des localités de la province du Bam où ces retours ont été signalés.** Selon les IC, les populations retournées des communes de Bourzanga et Kongoussi avaient l'intention de rester (100%) dans leurs localités de retour même si dans l'ensemble des localités de la commune de Kongoussi, la majorité des populations retournées n'avaient pas retrouvé leurs moyens de subsistance. Pour assurer une durabilité de ces retours, des actions devront être menées pour garantir des conditions de vie minimum.

% de localités évaluées où les IC ont rapporté une arrivée de PDI dans les 30 jours précédents la collecte

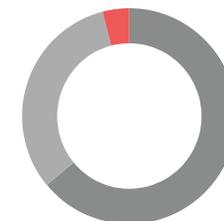
	Février 2023	Mars 2023	Mai 2023	Septembre 2023
Centre-Nord	50%	75%	20%	3%
Est	31%	27%	0%	16%
Nord	21%	20%	61%	3%
Sahel	14%	33%	9%	0%

Principales provinces d'origine des PDI (% localités où la présence de PDI a été rapportée)

Yatenga	13%	■
Namentenga	11%	■
Bam	10%	■
Sanmatenga	10%	■

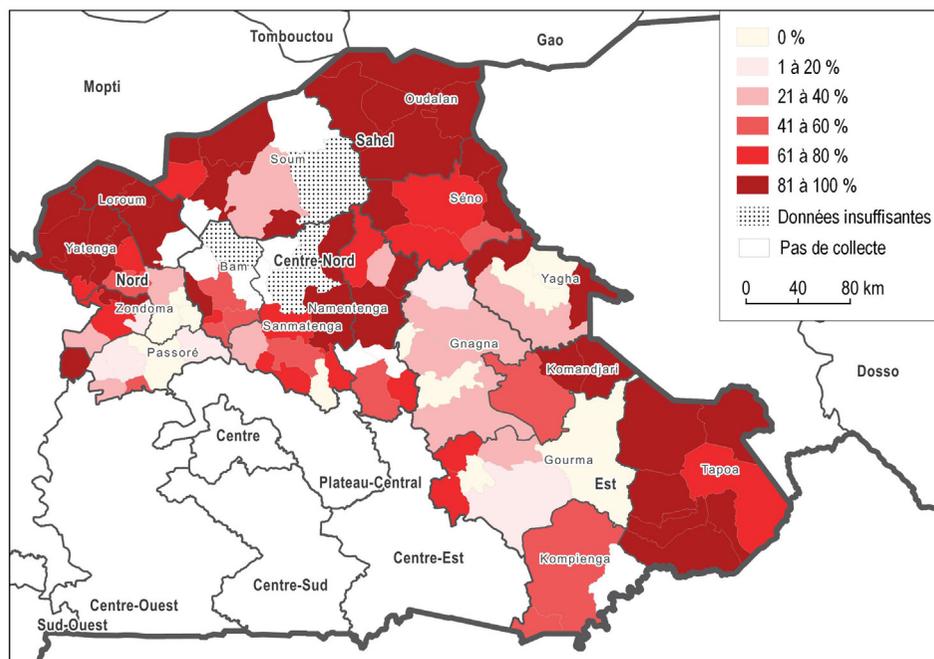
Intentions de mouvement de la majorité des PDI qui se trouvaient dans les localités évaluées pour les 30 jours suivant la collecte

Retourner	64%
Rester	32%
Se déplacer à nouveau	4%



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

Carte 3. % de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas assez d'argent (cash ou mobile) pour subvenir à leurs besoins au cours des 30 jours précédant la collecte de données



Comparativement au mois de mai 2023 (33%), on notait une baisse de 10 points de pourcentage des localités où la majorité de la population non déplacée n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du mois de septembre 2023. On notait une légère amélioration chez les PDI avec une baisse de localités où la majorité de la population PDI n'avait pas accès à suffisamment entre le mois de mai 2023 (61%) et septembre 2023 (59%). L'accès à la nourriture des populations non déplacées s'était nettement amélioré dans les localités des régions évaluées en comparaison avec celle des PDI sur la période de mai 2023 à septembre 2023. La région du Nord était celle où le manque d'accès à suffisamment de nourriture des PDI était le plus élevé notamment dans l'ensemble des localités évaluées des communes de Yako et Koussouka. Selon les perspectives du FEWSNET, pour la période de mai 2023 à octobre 2024, les populations des régions du Nord et du Sahel seraient confrontées à une faim catastrophique⁴.

Dans les communes de Yako et Koussouka, l'accès à suffisamment de nourriture pour les PDI était rendu difficile à cause du manque d'argent (67% et 75%) et de la cherté des prix des produits alimentaires (44% et 75%). Dans la région du Nord, pour faire face à l'insuffisance de nourriture, la majorité de la population des localités évaluées devait diminuer le nombre de repas par jour (74%), diminuer la quantité consommée pendant les repas pour les adultes et enfants (72%) et consommer des aliments moins préférés et moins chers (71%). Bien que les IC rapportaient que les marchés étaient fonctionnels (93%) dans la plupart des localités évaluées et que les aliments de base étaient disponibles (97%), ils rapportaient aussi le prix des céréales et de la viande étaient jugés élevés dans respectivement 69% et 49% des localités évaluées. **La région du Sahel, était celle qui avait la proportion de localité où les IC mentionnaient le plus une hausse des prix des céréales par rapport à la normale.** Les raisons de cette hausse des prix des céréales dans la région du Sahel étaient l'insécurité sur les routes (73%) et le coût élevé de transport dû à la hausse du prix du carburant (75%). Le manque d'accès aux moyens d'existence s'était un peu dégradé entre les mois de mai 2023 (57%) et septembre 2023 (62%). Ce manque d'accès aux moyens d'existence a été mentionné particulièrement dans l'ensemble des localités des communes de Deou, Falagountou dans le Sahel et Yalgo, Pensa dans le Centre-Nord. **Tout comme au mois de mai 2023, le manque d'accès à un capital pour démarrer une AGR était la raison principale de l'inaccessibilité aux moyens d'existence dans les localités évaluées des régions du Centre-nord (40%) et du Sahel (36%) suivi par l'augmentation des prix.** Depuis le début de l'année 2023, l'on assiste à une persistance de la tendance à expliquer le manque d'accès aux moyens d'existence par des facteurs économiques et non plus sécuritaires comme c'était le cas en 2022.

% de localités évaluées où les IC ont rapporté une augmentation des prix des céréales

	Février 2023	Mars 2023	Mai 2023	Septembre 2023
Centre-Nord	97%	78%	94%	65%
Est	95%	84%	77%	69%
Nord	48%	90%	32%	50%
Sahel	96%	92%	98%	88%



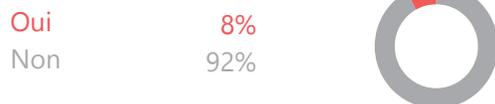
USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing more effective humanitarian action

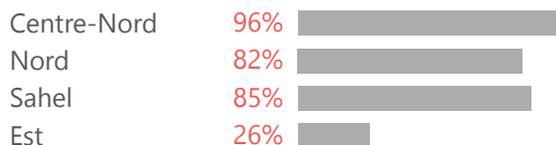
PROTECTION

En septembre 2023, dans 59% des localités évaluées de l'ensemble des régions, la majorité de la population ne sentait pas en sécurité. Cette proportion était en baisse par rapport au mois de mai 2023 (77%) et février 2023 (71%). La région de l'Est était celle où le sentiment d'insécurité était le plus élevé pour la majorité de la population dans les localités évaluées. Cette situation d'insécurité était présente dans l'ensemble des localités de la commune de Komienga, de Bartiebougou et Thion. Dans l'ensemble des localités de ces communes, la majorité de la population n'avait accès à aucun service de protection/référencement² des incidents de protection. L'accès au service de protection s'était nettement amélioré dans les localités de l'ensemble des régions évaluées entre mai et septembre 2023.

% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté des incidents durant lesquels des civils ont été tués ou gravement blessés



% de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence d'un service de protection ou de référencement des incidents de protection

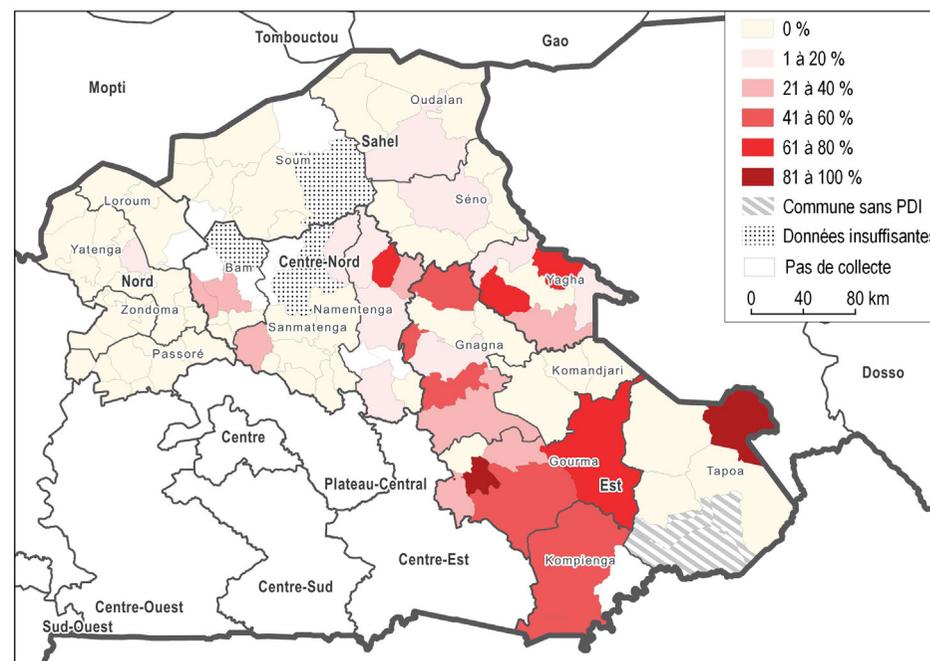


Principaux risques sécuritaires auxquels étaient exposés la majorité des filles et des femmes³



ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES

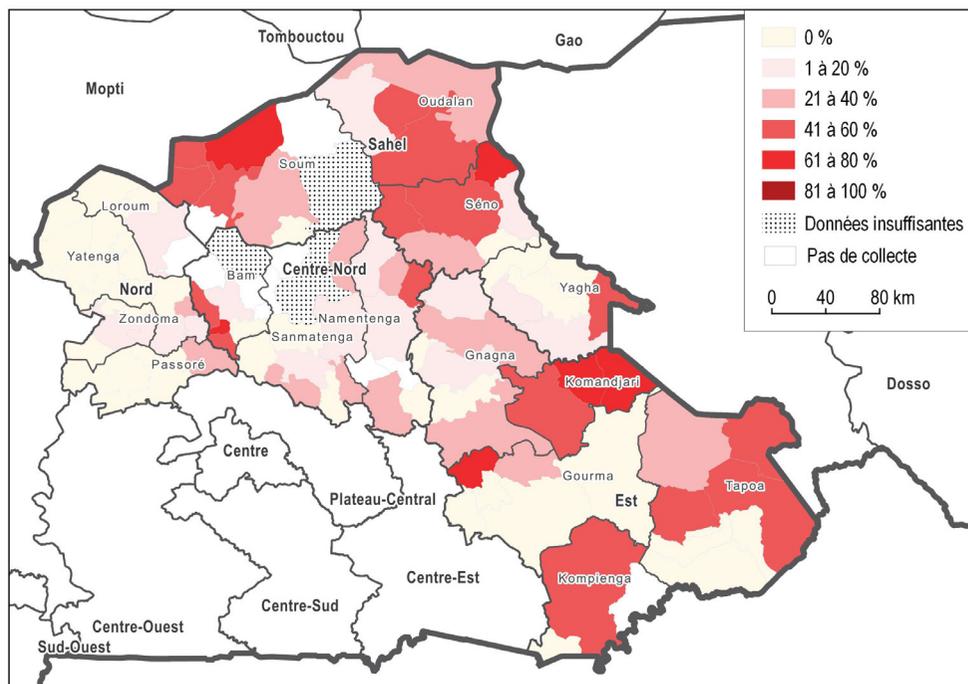
Carte 4. % de localités évaluées dans lesquelles la majorité des PDI s'était installé sans accord d'occupation



Dans les 30 jours précédant la collecte de données de septembre 2023, il a été mentionné des installations sans accord de PDI dans 34% des localités de la région de l'Est notamment dans l'ensemble des localités de Diapangou et Botou. Aussi, selon les IC, **des PDI étaient toujours installés dans les écoles à quelques semaines de la rentrée des classes dans les localités des communes de Namissiguima (40%) au Nord, Piela (25%) à l'Est et Tikare (25%) au Centre-Nord en septembre 2023.** Dans la commune de Namissiguima, les principales difficultés liées aux conditions d'hébergement étaient l'incapacité de cuisiner les aliments correctement (40%) et le fait que certaines personnes étaient obligées de dormir dehors à cause de l'espace insuffisant (40%). D'après les IC, **les destructions d'abris étaient en hausse au mois de septembre 2023 (48%) comparativement au mois de mai 2023 (23%) dans toutes les localités des régions évaluées.** Cette hausse était principalement liée aux intempéries (77%).

EAU HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT (EHA)

Carte 5. % de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage



L'accès à suffisamment d'eau pour la majorité de la population était en hausse dans l'ensemble des régions évaluées en mai 2023 et septembre 2023 excepté dans la région de l'Est où l'on notait une diminution entre mai 2023 (77%) et septembre 2023 (69%). La majorité de la population des localités des communes de Tigba (80%), Foutouri (80%) et Bartiebougou (75%) n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins de leur ménage. Dans la région de l'Est, les raisons de l'inaccessibilité à suffisamment d'eau étaient le fait que l'attente était trop longue aux points d'eau à cause de l'affluence (46%), les sources étaient trop éloignées (23%) et le faible débit à la source d'eau (23%). En septembre 2023, la proportion de localité où certaines personnes n'ont pas pu atteindre leur point d'eau de préférence en raison de craintes pour leur sécurité, selon les IC, était en baisse par rapport au mois de mai 2023 dans l'ensemble des régions excepté celle du Nord où cette proportion était passée de 4% de localités en mai 2023 à 12% en septembre 2023.

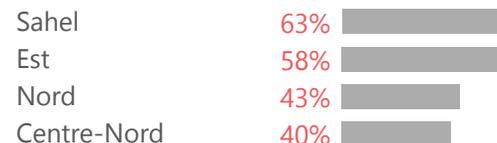
Principales raisons du manque d'accès à l'eau³



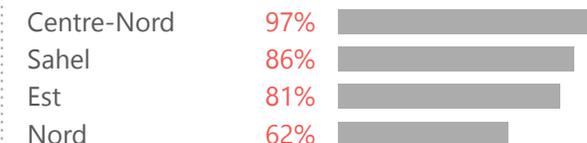
Durée pour aller, attendre, collecter et revenir de la principale source d'eau



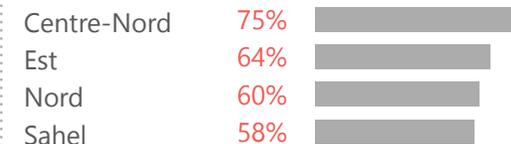
% de localités où la majeure partie de la population pratique la défécation à l'air libre par région



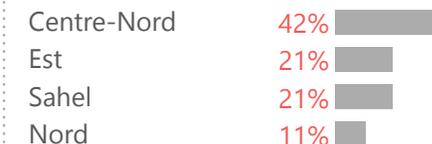
% de localités ayant pour principale source d'eau une source améliorée⁵ par région



% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté l'existence de comité de gestion des points d'eau par région



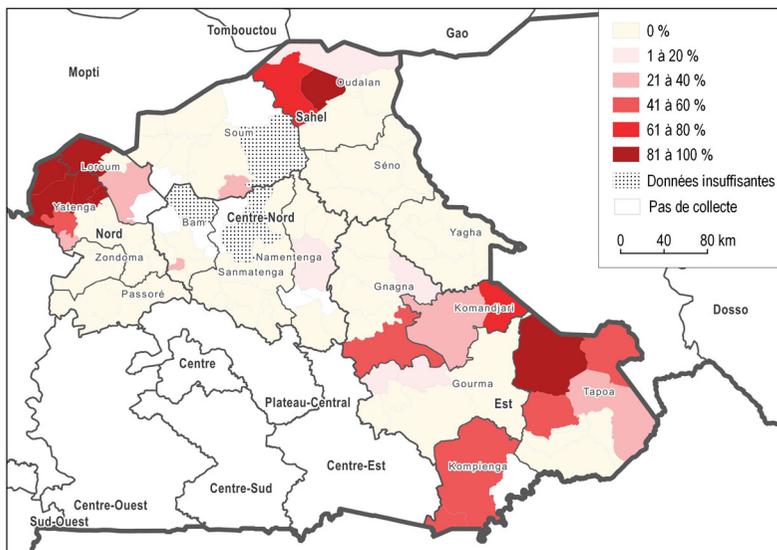
% de localités où la principale méthode de lavage des mains était l'eau et le savon par région



La défécation à l'air libre demeurait le principal type d'installation d'hygiène utilisé pour leurs besoins de défécation par la majorité de la population dans l'ensemble des localités évaluées des régions. **Dans l'ensemble des localités évaluées des communes de Diapangou, Bartiebougou, Kompienga et Sampelga, la défécation à l'air libre était l'unique type d'installation d'hygiène utilisée par la majorité de la population pour leur besoin.** Dans la région du Nord, parmi les localités qui pratiquaient principalement la défécation à l'air libre, la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de latrine dans 95% de ces localités.

SANTÉ ET NUTRITION

Carte 6. % de localités évaluées dans lesquelles la majorité de la population ne pouvait pas obtenir des soins de santé lorsqu'elle en avait besoin



Principales barrières pour lesquelles la majorité de la population ne pouvait pas obtenir des soins de santé lorsqu'elle en avait besoin³

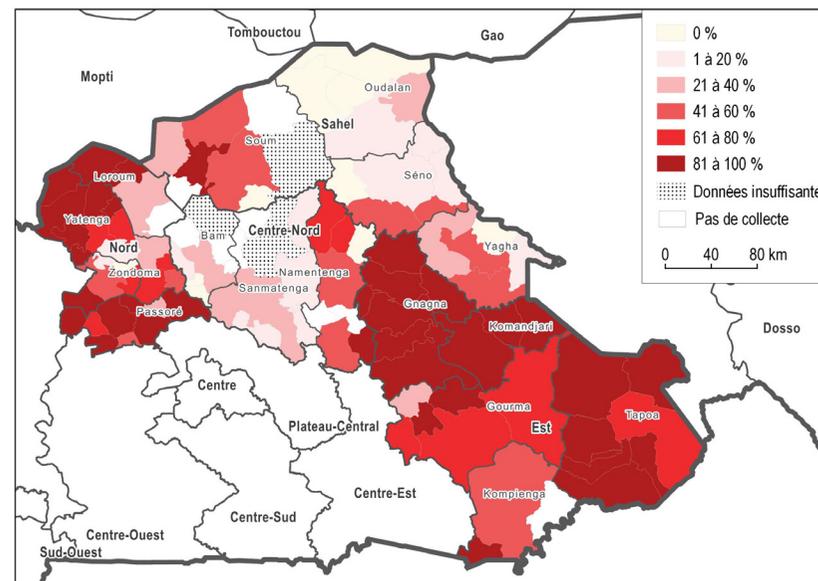
Absence de personnel de la santé	50%	<div style="width: 50%; background-color: #808080; height: 10px;"></div>
Infrastructures fermées pour insécurité	47%	<div style="width: 47%; background-color: #808080; height: 10px;"></div>
Absence de médicament	34%	<div style="width: 34%; background-color: #808080; height: 10px;"></div>

L'accès aux soins de santé pour la majorité de la population s'était pratiquement maintenu au même niveau entre les mois de mai et septembre 2023 excepté dans la région de l'Est où la proportion de localité était en baisse de 10 points. Bien que les populations eussent accès aux soins de santé dans 88% des localités évaluées de l'ensemble des régions, ceci se faisait au travers des Centres de Santé et de Promotion Sociale (CSPS) dans plus de 90% des localités de chacune des provinces évaluées. Les CSPS ne fournissant que des services de santé de base, pour des problèmes de santé plus graves les populations devraient se référer à des structures sanitaires telles que les centres médicaux et les centres médicaux avec antenne chirurgicale. Cependant, selon les IC, les centres médicaux et centres médicaux avec antenne chirurgicale étaient faiblement disponibles pour les populations dans respectivement 6% et 0% de l'ensemble des localités des régions évaluées. Dans les communes de Kantchari et Foutouri dans la région de l'Est, la majorité de la population n'avait pas accès aux soins de santé dans respectivement 86% et 80% des localités évaluées.

REDEVABILITÉ ENVERS LES POPULATIONS AFFECTÉES

Au mois de septembre 2023, dans 52% des localités évaluées de l'ensemble des régions, au moins une partie de la population n'avait pas reçu de l'assistance humanitaire au cours des 30 jours précédant la collecte de données. Cette proportion était en baisse par rapport au mois de mai 2023 (78%). Cette baisse pourrait s'expliquer par les interventions menées par les acteurs pour faire face à la période de soudure. Tout comme au mois de mai 2023, la distribution de nourriture restait le principal type d'assistance humanitaire reçue par au moins une partie de la population. Dans l'ensemble des localités de plusieurs communes de la région de l'Est telles que de Bilanga, Diapangou et Botou, au moins une partie de la population n'avaient pas reçu de l'assistance humanitaire, selon les IC. Dans cette région de l'Est, l'assistance humanitaire fournie était non satisfaisante dans 20% des localités évaluées car la quantité de l'assistance était insuffisante (100%) selon les IC.

Carte 7. % des localités où les IC ont rapporté qu'une partie de la population n'avait pas reçu une assistance humanitaire



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing more effective humanitarian action

COMMUNICATION

ACCÈS À L'INFORMATION

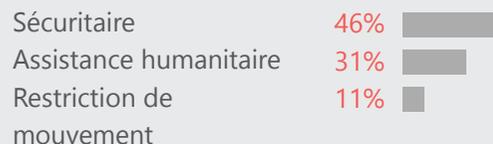
Principaux canaux de communication et d'information de la majorité de la population³



% de localités évaluées où la population avait des difficultés à accéder à l'information sur l'aide humanitaire



Types d'informations qui auraient été utiles pour la population⁶



% de localités évaluées où aucun réseau téléphonique mobile existait



Au mois de septembre 2023, la proportion de localité évaluée où la majorité de la population a eu des difficultés à accéder à l'information humanitaire était en baisse de 10 points de pourcentage. Parmi les régions évaluées, la région du Sahel était celle ayant la plus forte baisse de proportion de localités où la majorité de la population a eu des difficultés d'accès à l'information humanitaire. **Dans l'ensemble des localités évaluées des communes de Gorom-Gorom, Oursi et Djibo, la majorité de la population avait des difficultés à accéder à l'information humanitaire. La principale raison qui empêchait les populations à avoir accès à l'information humanitaire dans la région du Sahel était la discrimination dans le partage de l'information (68%).** Le principal canal de communication et d'information en mai 2023 était les commerçants alors qu'en septembre 2023, les commerçants ne faisaient pas partie des trois premières sources d'information. Ce changement pourrait probablement dû à une mobilité limitée des commerçants durant la période entre mai et septembre 2023.

COUVERTURE

Région	Province	Nombre de localités (Total)	Localités évaluées
Centre-Nord	Bam	318	38
	Namentenga	221	52
	Sanmatenga	644	74
Est	Gnagna	361	41
	Gourma	316	29
	Komonjdjari	116	16
	Kompienga	56	4
	Tapoa	285	37
Nord	Loroum	155	25
	Passore	319	52
	Yatenga	508	68
	Zoncoma	135	38
	Oudalan	204	47
Sahel	Seno	321	55
	Soum	343	41
	Yagha	214	41



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing more effective humanitarian action

CONTEXTE

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, de la montée de la criminalité et des tensions intercommunautaires. L'accès aux populations affectées est limité dans certaines localités en raison de la situation sécuritaire, du mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH, en collaboration avec les clusters et les groupes de travail humanitaires, a mis en place un suivi trimestriel de la situation humanitaire dans les départements situés dans la zone frontalière⁷.

Ce suivi a pour objectif de donner un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels dans la zone frontalière du Burkina Faso avec le Mali et le Niger, plus précisément les régions du Centre-nord, de l'Est, du Nord et du Sahel. Depuis 2018, la volatilité du contexte sécuritaire et la récurrence des incidents de sécurité ont intensifié les déplacements de populations. La situation sécuritaire critique a en effet causé le déplacement de 2 062 534 personnes déplacées internes (PDI) à la date du 31 mars 2023 au Burkina Faso⁸.

NOTES

PAGE 2

¹ [ACLED DATA](#)

PAGE 3

² Service de protection général inclus le monitoring de protection, la documentation civil et l'assistance juridique.

³ Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

⁴ FEWSNET, [Burkina Faso Perspectives sur la sécurité alimentaire Octobre 2023 - Mai 2024: L'aide alimentaire doit être augmentée pour sauver des vies et mettre fin au risque de Famine \(Phase 5 de l'IPC\) dans le nord du Burkina Faso](#), 2023

PAGE 5

⁵ Une source d'eau améliorée fait référence à un robinet dans la maison, un robinet public, une borne fontaine, un poste d'eau autonome, un puit protégé, un forage, un camion-citerne, une eau en bouteille ou sachet.

PAGE 7

⁶ Les IC pouvaient sélectionner jusqu'à trois options.

PAGE 8

⁷ REACH, Termes de référence, [Suivi humanitaire multisectorielle \(HSM\) dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina faso](#), octobre 2022.

⁸ Conseil National de Secours d'urgence et de Réhabilitation (CONASUR), [Situation des personnes déplacées internes dans les communes](#), mars 2023.

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie employée pour ce suivi est celle dite de «zone de connaissance». Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans les communes d'intérêt (admin 3) situées sur le territoire burkinabé, le long de la bande frontalière entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger y compris dans les zones difficilement accessibles.

Au total, pour la collecte de mai, 658 localités ont été évaluées au Burkina Faso au travers des informateurs-clés (IC). Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (dernier passage dans la localité datant de moins d'un mois) et détaillée des localités. Les données des IC ont été agrégées par localité. L'unité d'analyse est la localité, et les résultats sont à lire en « pourcentage de localités ». Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 10 % des localités de l'unité administrative 2 (province) ont été évaluées. Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 19 septembre et le 04 octobre 2023. Les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs.

À PROPOS DE REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de UNITAR-UNOSAT. Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet: www.reach-initiative.org